



Stratégie de gestion de dette

Enjeux de la budgétisation climatique



10 novembre 2021

Etienne FAVRE
Tél. 06 63 23 41 79
Mail : efavre@fcl.fr



Gérer la Cité



SOMMAIRE

01.

RÉTROSPECTIVE DE L'ENCOURS DE DETTE

02.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

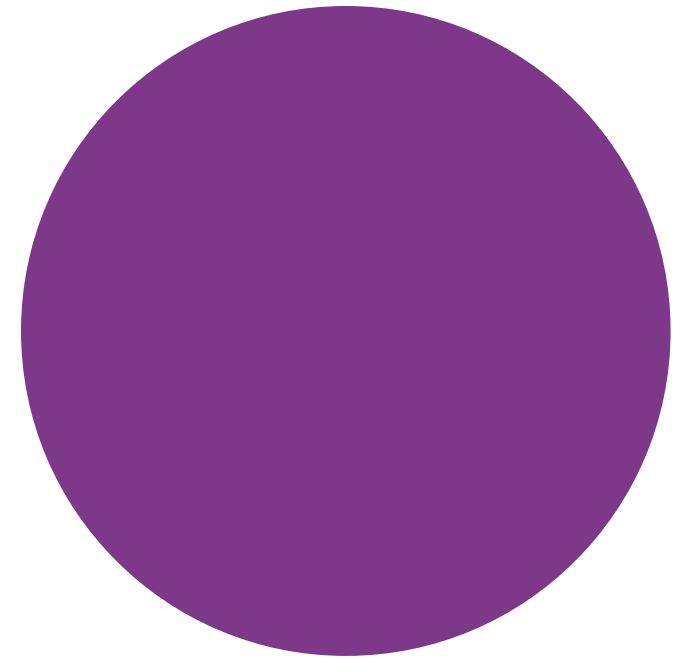
03.

ÉTAT DE L'ENCOURS DE DETTE AU
01/01/2022

04.

ENJEUX DE LA BUDGÉTISATION CLIMATIQUE

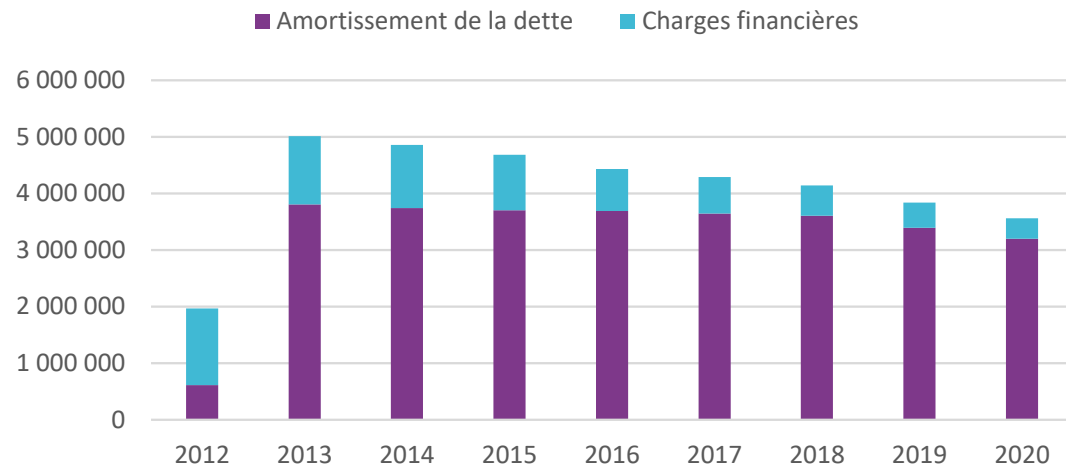
RÉTROSPECTIVE DE L'ENCOURS DE DETTE



SANS RECOURS A L'EMPRUNT DEPUIS 10 ANS, LA VILLE SE DESENDETTE MASSIVEMENT



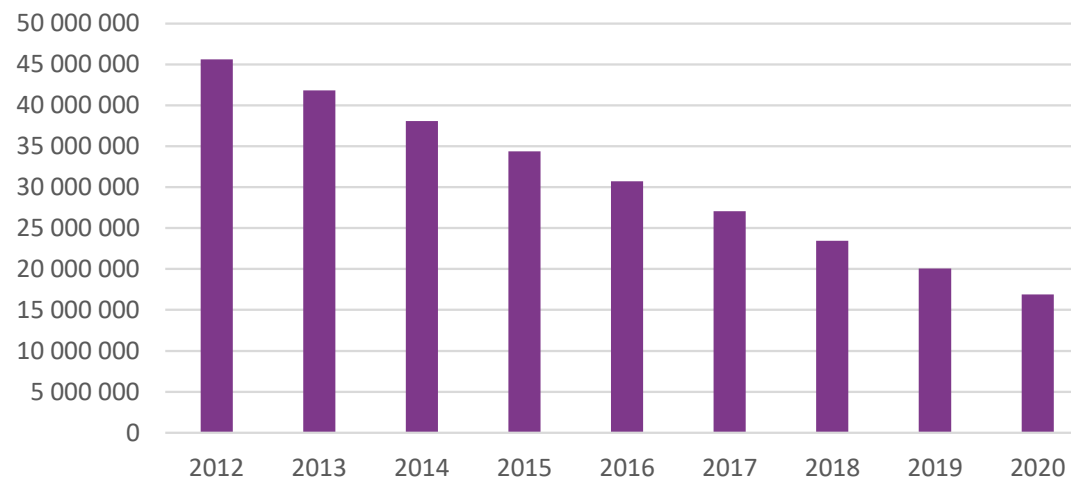
Annuité de la dette



Source : FCL Gérer la Cité - DGFiP

- La ville n'a pas tiré d'emprunts depuis 10 ans.
- Le remboursement chaque année de plus de 3M€ d'emprunt se traduit par un désendettement d'autant.
- L'annuité de la dette (incluant les frais financiers) s'élève en 2020 à 3,2M€.

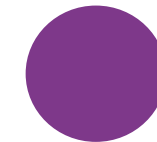
Evolution de l'encours de dette



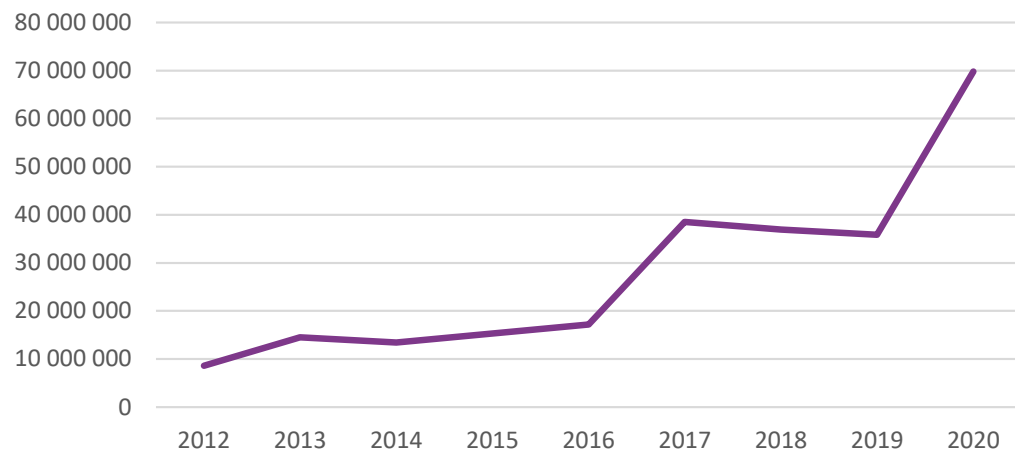
Source : FCL Gérer la Cité - DGFiP

- L'encours de dette de la ville diminue de 45M€ à moins de 17M€ à fin 2020.

LA VILLE DISPOSE DES LIQUIDITES POUR REMBOURSER L'INTEGRALITE DE SA DETTE



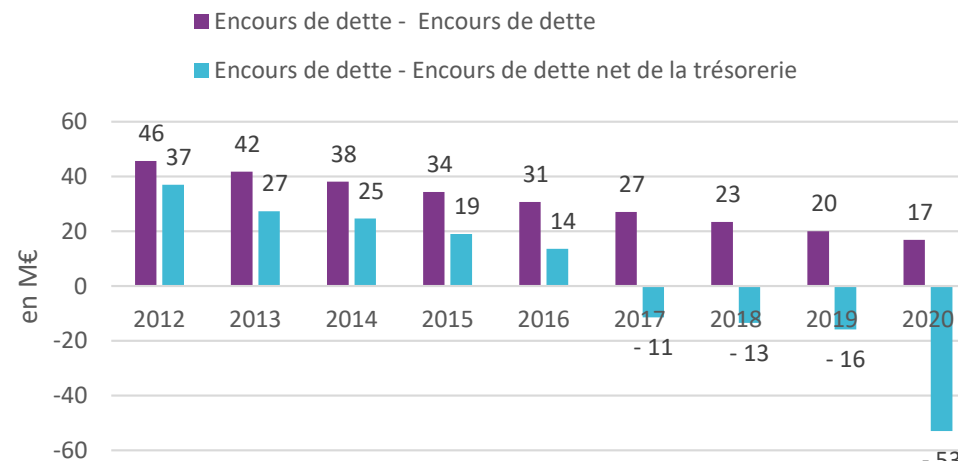
Evolution du volume des Dépôts au Trésor



Source : FCL Gérer la Cité - DGFIP

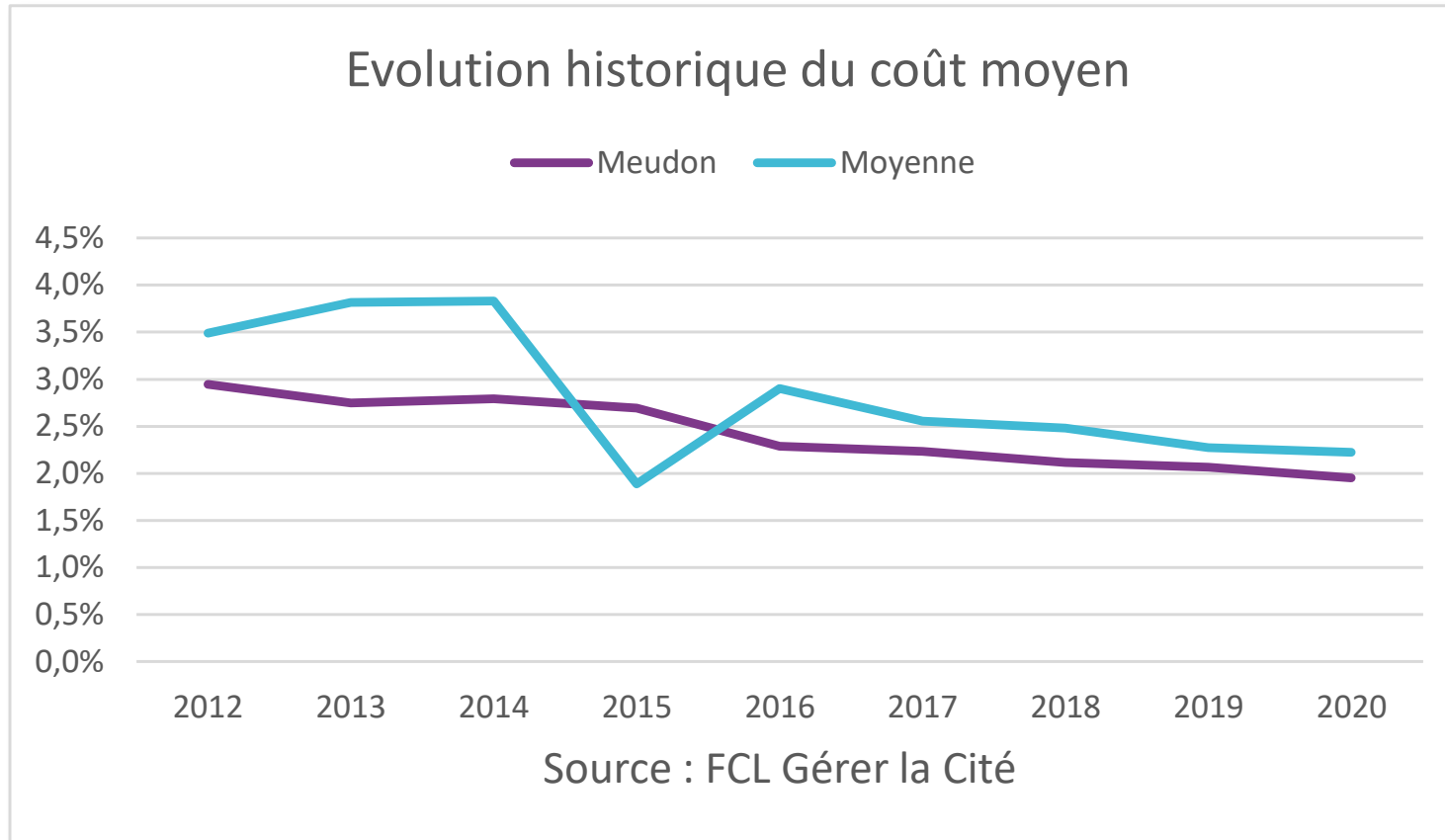
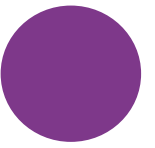
- Depuis 2012, le niveau moyen des dépôts au trésor le 31 décembre de chaque année est de 27,8M€ avec une forte hausse sur les exercices 2017 et 2020 (pointe des Trivaux).
- Au 31 décembre 2020, **le montant des Dépôts au trésor de la ville s'élève à 70M€.**
- Ce niveau de liquidité pourrait être utilisé par la ville pour rembourser la totalité de son encours de dette (en terme de gestion cela ne serait pas optimal).

Dettes et Dettes nettes des Dépôts au trésor



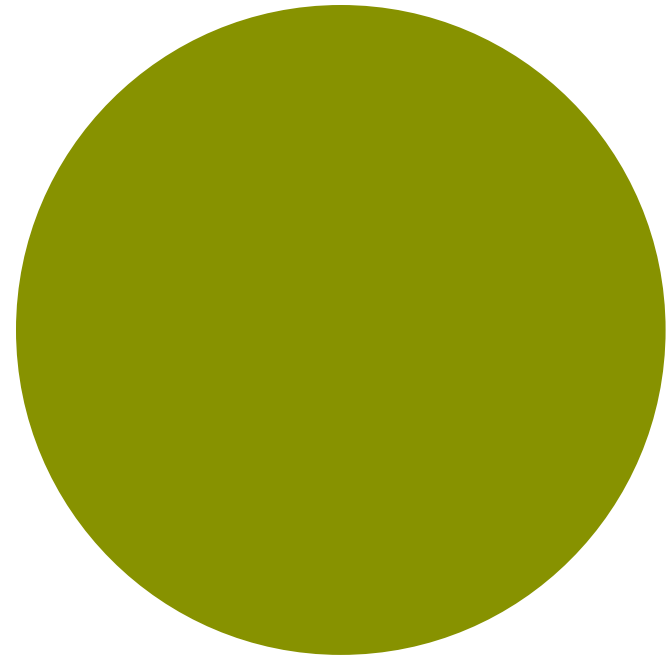
Source : FCL Gérer la Cité - DGFIP

- Etant donnée la situation de la commune, la dette nette de la trésorerie est un meilleur indicateur pour représenter la situation de la commune.
- Au 31 décembre 2020, **le niveau de la dette nette de la trésorerie est négatif à -53M€.**



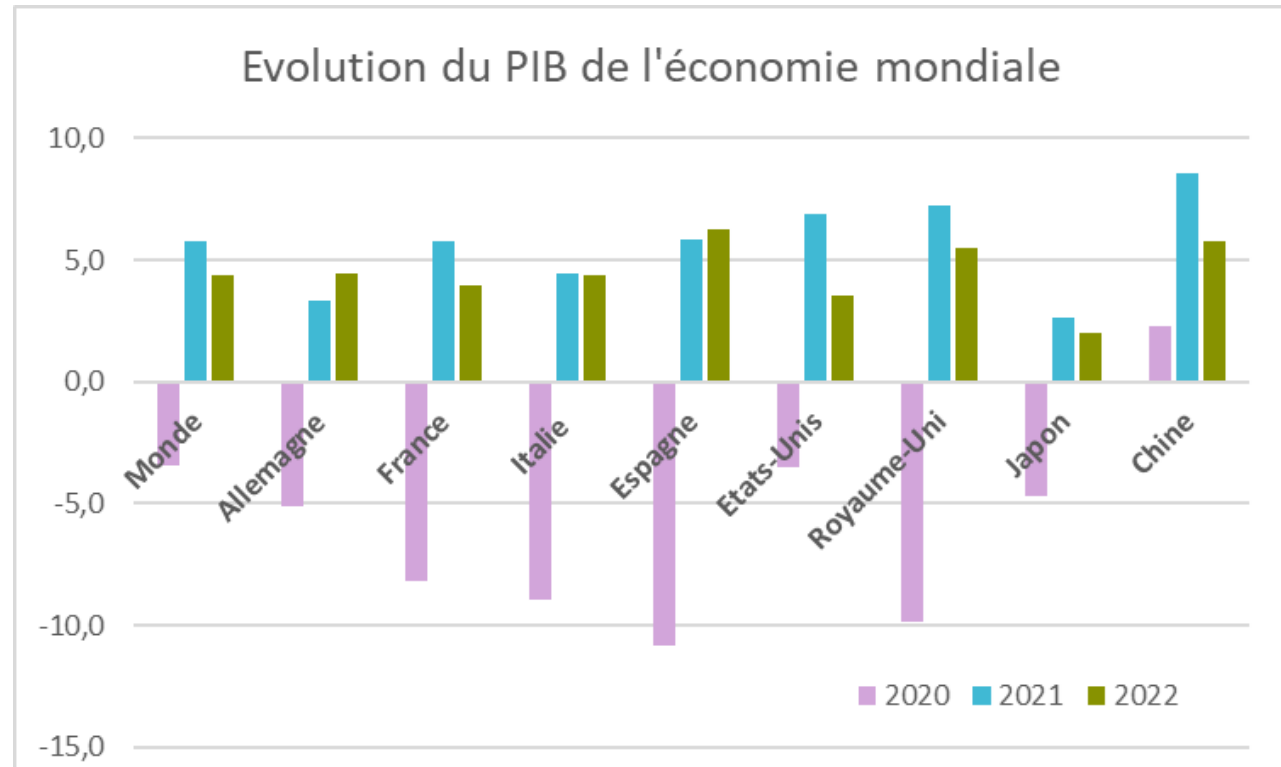
- En l'absence de nouveaux financements, la ville ne profite de la performance des taux d'intérêts sur les offres de ces derniers mois. Elle profite en revanche du bas niveau des taux monétaires.
- Le graphique ci-dessus présente le coût de la dette de la ville avec la moyenne des communes du département des Hauts de Seine.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER





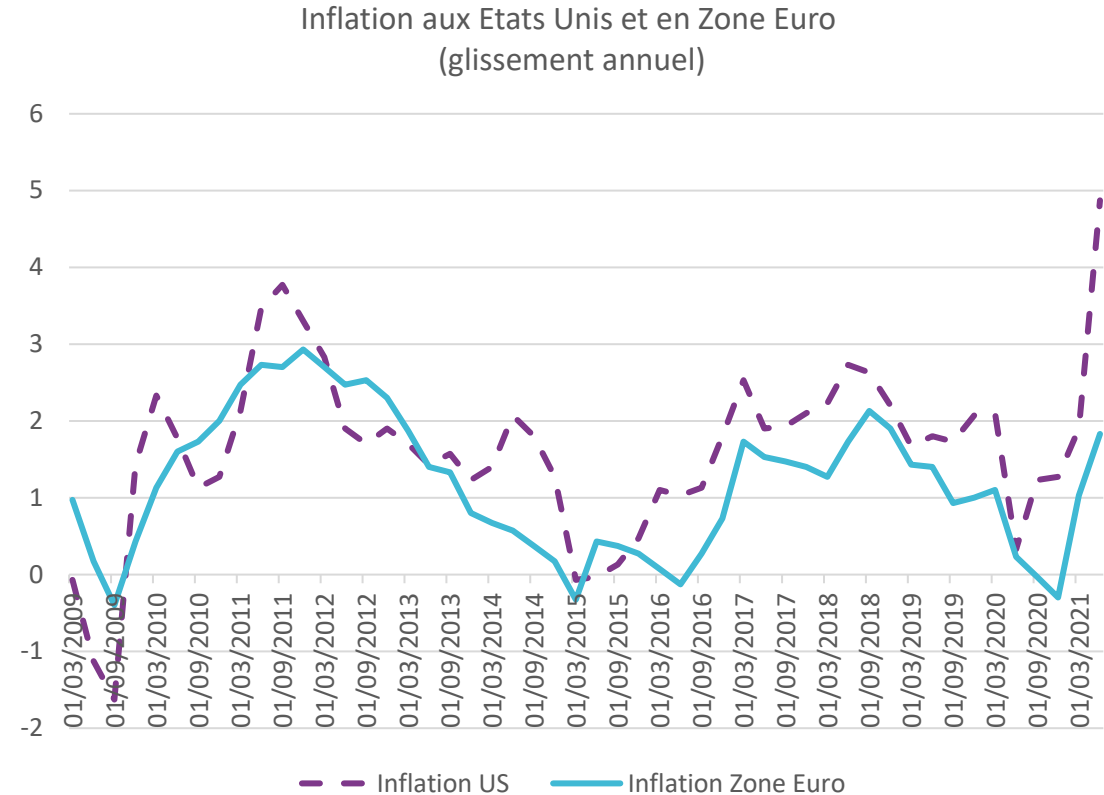
- On s'attend désormais à une **croissance économique mondiale de 5.8 % cette année.**
- Soit une nette révision à la hausse de la projection de 4.2 % pour 2021 des perspectives économiques de fin 2020.
- Cette amélioration a été portée par la **dynamique vaccinale** dans beaucoup d'économies avancées, mais aussi par le **plan massif de relance budgétaire des États-Unis.**



Source : FMI, Bloomberg

LE GRAND RISQUE DE L'ANNÉE : LE RETOUR DE L'INFLATION

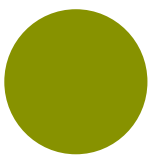
- Elle est alimentée par un **décalage entre l'offre et la demande** (liquidités des banques centrales, plans de soutien et de relance, épargne et trésoreries)
- Pression sans précédent sur les **chaînes d'approvisionnement**
- Explosion du **coût du transport**
- La **flambée des matières premières** agricoles (réchauffement climatique)



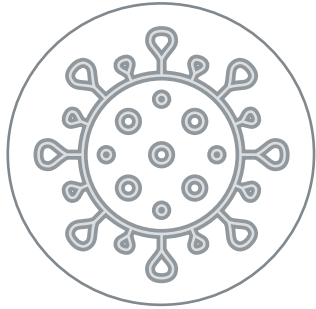
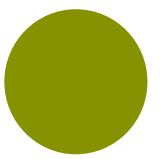
La question centrale : Est-on dans une inflation transitoire ou dans un nouveau cycle inflationniste?

Les banques centrales se veulent rassurantes et estiment que l'inflation devrait refluer en 2022.

➔ A étudier : Effet de second tour avec la hausse des salaires ? Effets durables du réchauffement climatique ?



DE NOMBREUSES INCERTITUDES PÈSENT SUR LA FIN DE L'ANNÉE



Baisse du rythme de vaccination
/ Hausse des contaminations
dans certains pays
Ralentissement de l'économie
dans certains pays
Multiplicité des variants



Les processus de production
sont pénalisés par la pénurie de
matières premières, pénurie de
semi-conducteurs, mais aussi
pénurie de main-d'oeuvre



Le train de mesures imposées
par le gouvernement chinois qui
pénalisent brutalement des
secteurs entiers de l'économie.



Bien que jugées temporaires, les
pressions inflationnistes sont
présentes





Un nouvel objectif symétrique d'inflation à 2%

- L'objectif d'inflation est désormais symétrique, c'est-à-dire que les écarts positifs sont autant indésirables que les écarts négatifs.
- La BCE n'exclut pas que l'inflation dépasse provisoirement son objectif en raison de la faiblesse des taux

Allègement du soutien monétaire exceptionnel

- Baisse modérée des rachats d'actifs dans le cadre du programme d'urgence PEPP
- Maintien de la date de fin du PEPP à mars 2022, maintien des taux directeurs

La banque centrale s'empare de la lutte contre le changement climatique

- Les enjeux climatiques (ayant des effets in fine sur la stabilité des prix et les indicateurs macroéconomiques) entrent dans la stratégie !
 - Prise en compte du changement climatique dans ses modèles économiques
 - Supervision bancaire : sensibilisation aux risques climatiques
 - Politique monétaire et portefeuilles d'investissement



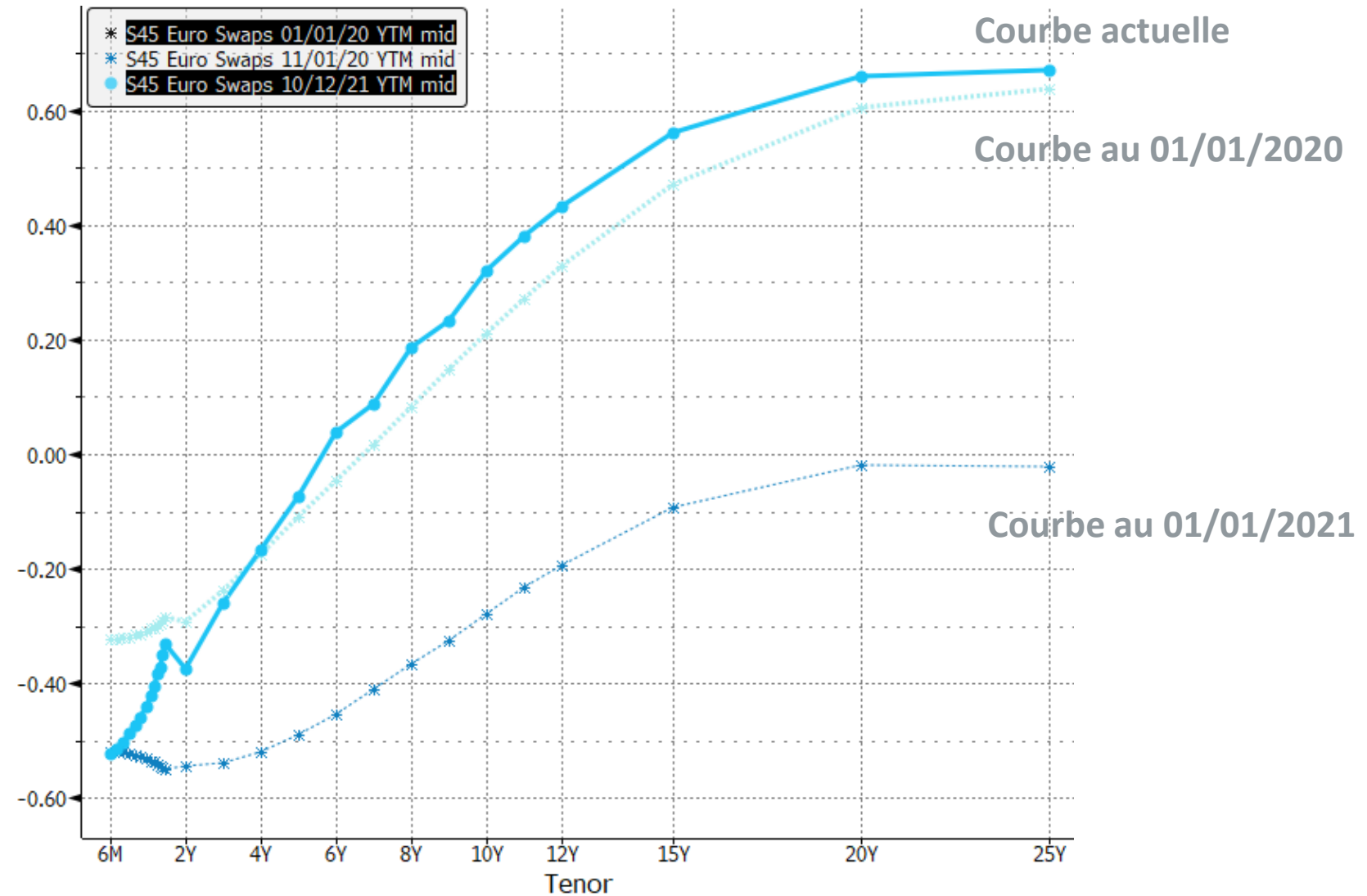
Vers un « *tapering* » ? Un exercice difficile

- La FED ne prévoit pas de progression durable de l'inflation mais juge que son niveau est cohérent avec une baisse du volume de rachat d'actifs.
- Afin de ne pas pénaliser la croissance, elle va conditionner la mise en œuvre du *tapering* (baisse des achats d'actifs) à l'amélioration du marché de l'emploi.
- Aucun calendrier d'action n'est précisé.

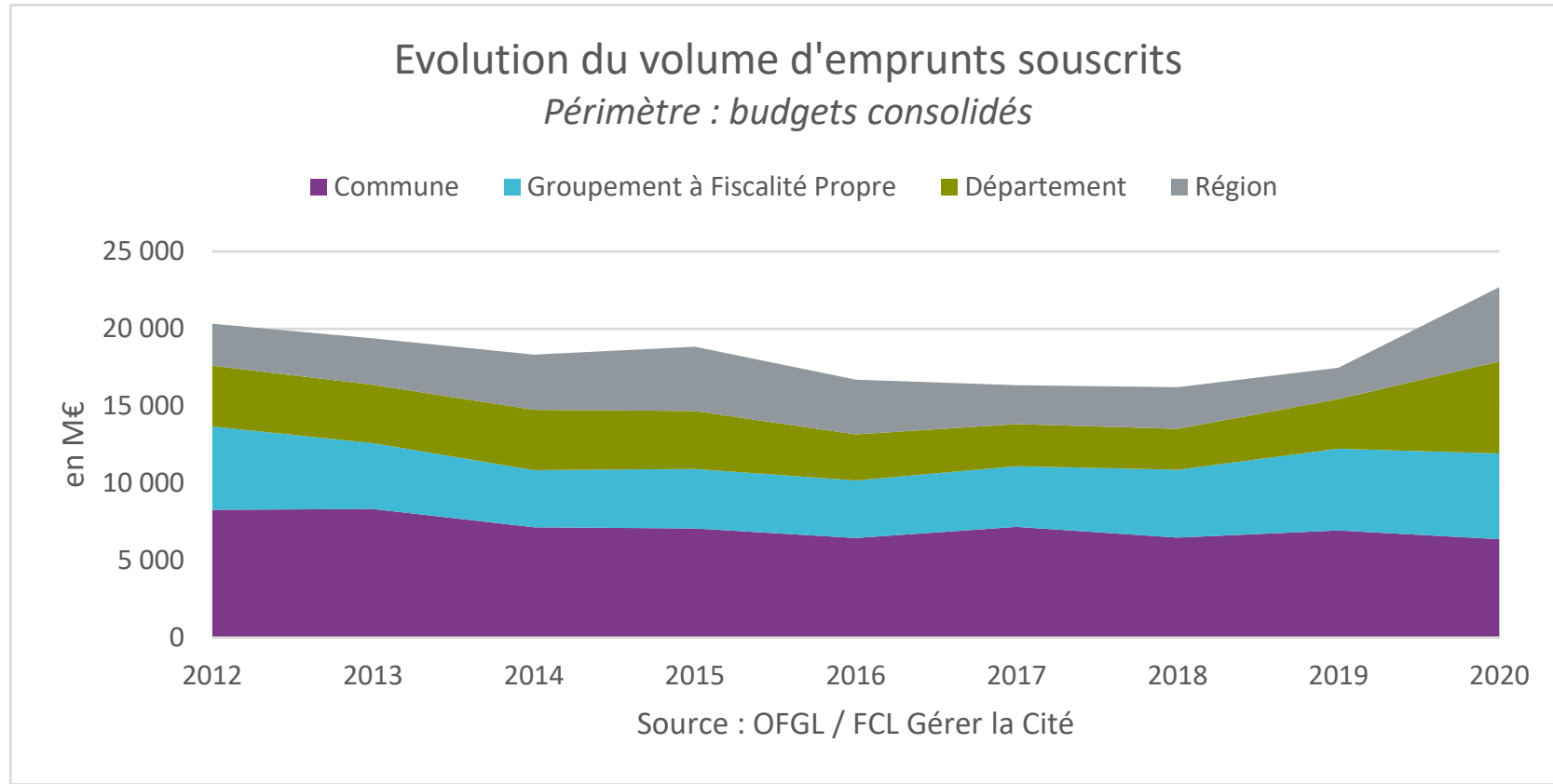
Des taux durablement bas

- La réduction des achats mensuels d'actifs peut être interprétée comme l'annonce d'un relèvement prochain des taux, une fois que les achats nets auront pris fin. Aux États-Unis, Jerome Powell a été très clair : une réduction progressive des achats d'actifs n'annoncerait pas un changement de perspective pour les taux des *Fed funds*.

LES TAUX LONG TERME SE REDRESSENT PAR RAPPORT À LEUR POINT BAS 2020 MAIS ILS RESTENT TOUJOURS FAVORABLES POUR LES EMPRUNTEURS

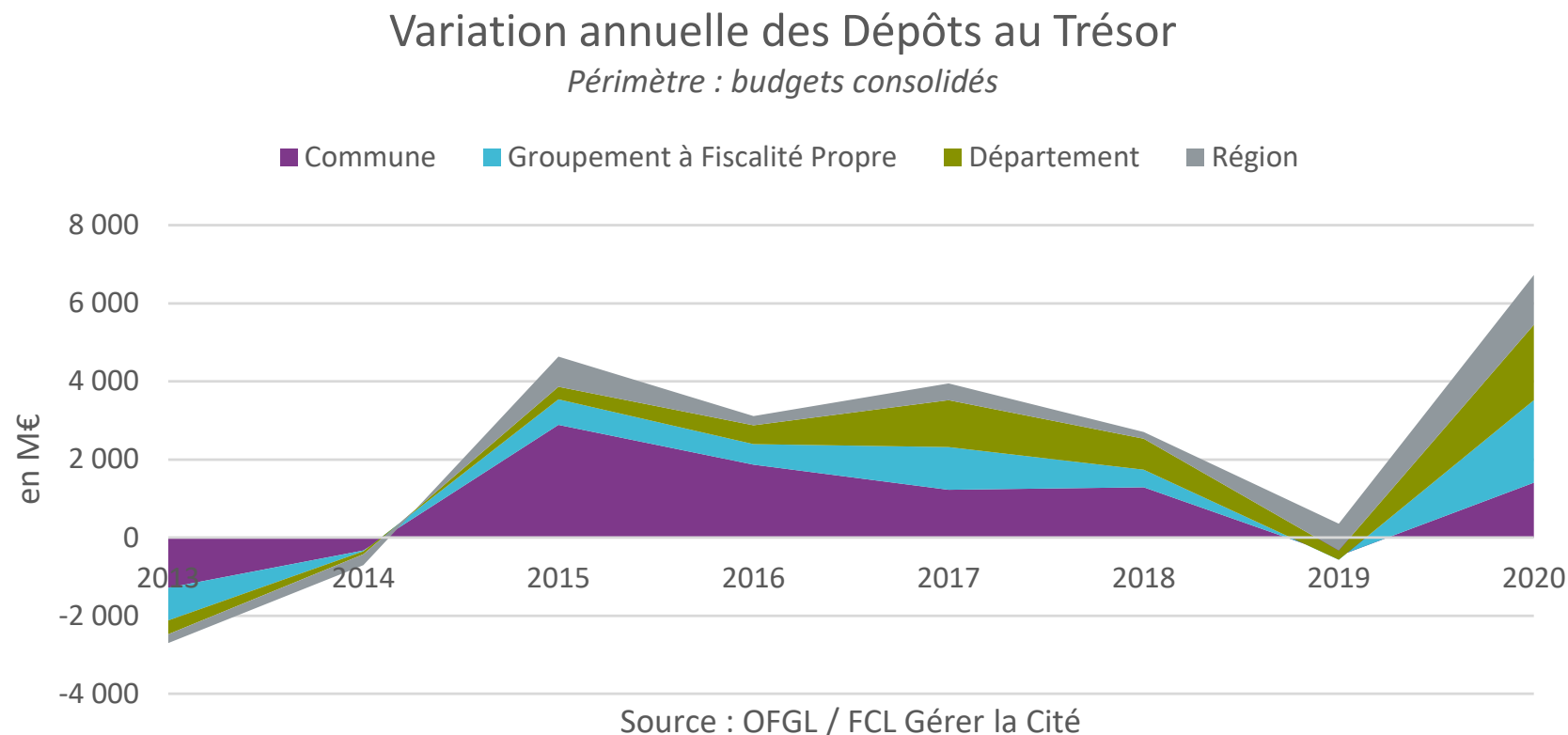


SECTEUR PUBLIC LOCAL : UNE HAUSSE DE 30% DU VOLUME D'EMPRUNT SOUSCRIT



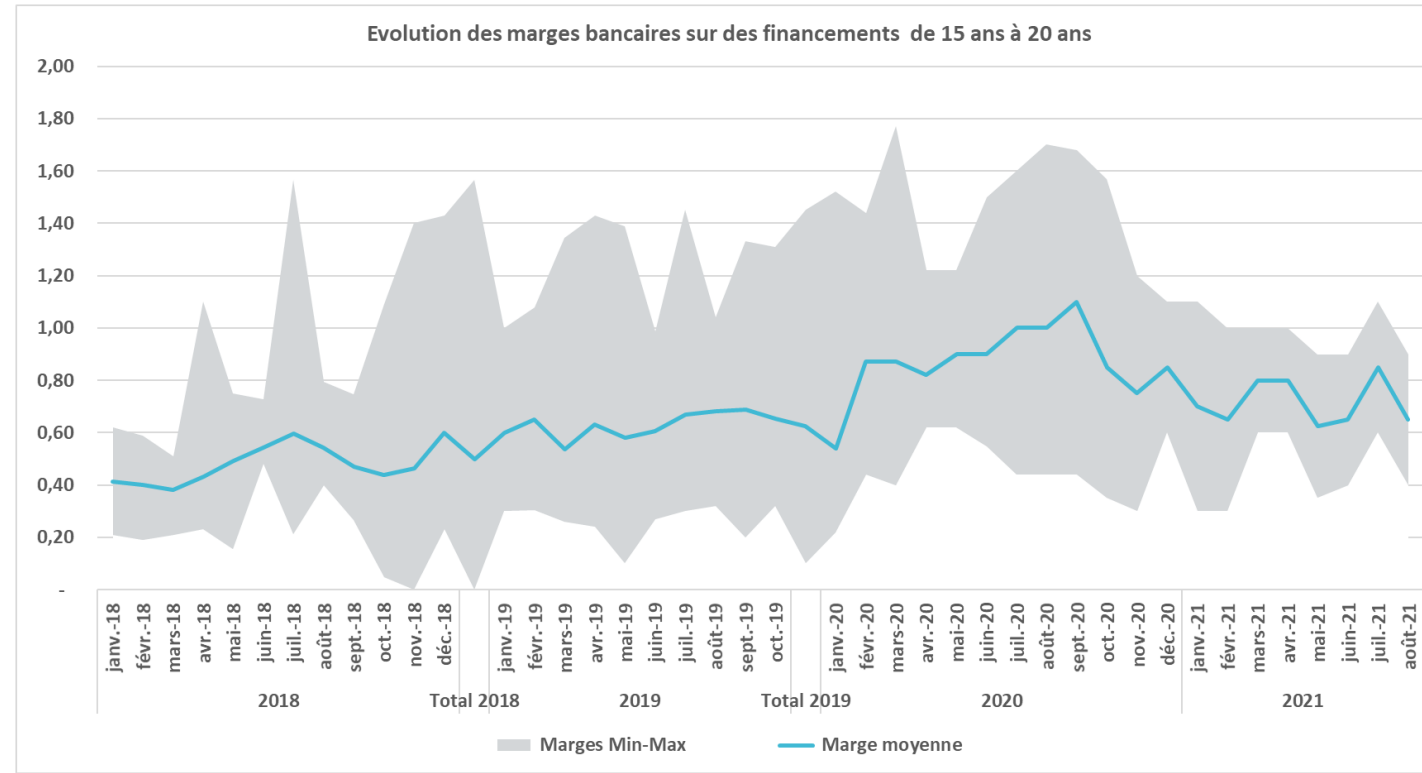
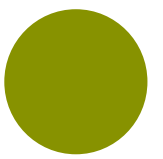
L'année 2020 a été marquée par une hausse du recours à l'emprunt des collectivités : 18 Mds par an habituellement contre 23Mds en 2020. La hausse provient essentiellement des encours des régions et des départements. Cette hausse du recours à l'emprunt s'est traduite par une hausse de 6Mds de l'encours. Cette progression de la dette est liée à la conjonction entre l'effet classique de cycle électorale et les effets de la crise sanitaire : faible visibilité et multiples craintes, liquidités importantes, courbe des taux négative.

LA HAUSSE DES DÉPÔTS AU TRESOR EST SUPÉRIEURE À LA HAUSSE DE LA DETTE



Sur l'année 2020 la hausse de l'encours de dette a finalement servi à financer des Dépôts au Trésor!

Cette hausse des liquidité est liée aux craintes relatives à la hausse des dépenses et la perte de recettes. Finalement, l'effet Covid a été moins lourd sur les collectivités et l'Etat a pris à sa charge l'essentiel du coût. Le décalage des élections et des investissements s'est en réalité traduit par une hausse du fonds de roulement. Cette ressource permettra de financer une partie de la PPI.

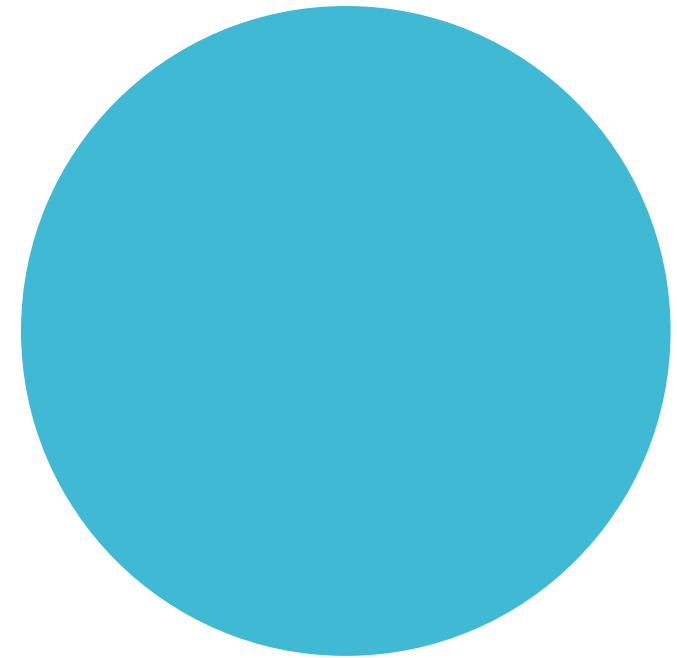


La crise a fortement impacté les conditions de financement du marché bancaire. Sur le premier semestre 2020, les marges bancaires se sont fortement dégradées, dépassant les 100 pb.

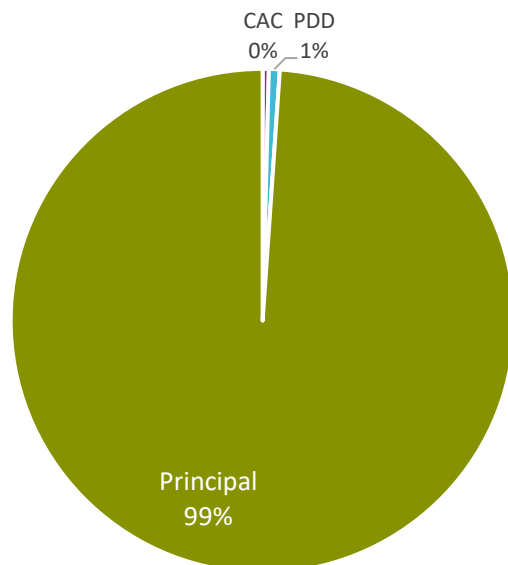
Depuis la fin d'année 2020, le marché est devenu plus concurrentiel avec des volumes importants et une convergence des marges autour de 70 pb en moyenne sur des durées de 15 ans à 20 ans.

Les marges présentent un potentiel de recul complémentaire en fin d'année 2021 dans la mesure où les taux long terme repassent en territoire positif et que les menaces sur le bilan des banques s'estompent.

ÉTAT DE L'ENCOURS DE DETTE AU 01/01/2022 ET STRATÉGIE DE FINANCEMENT



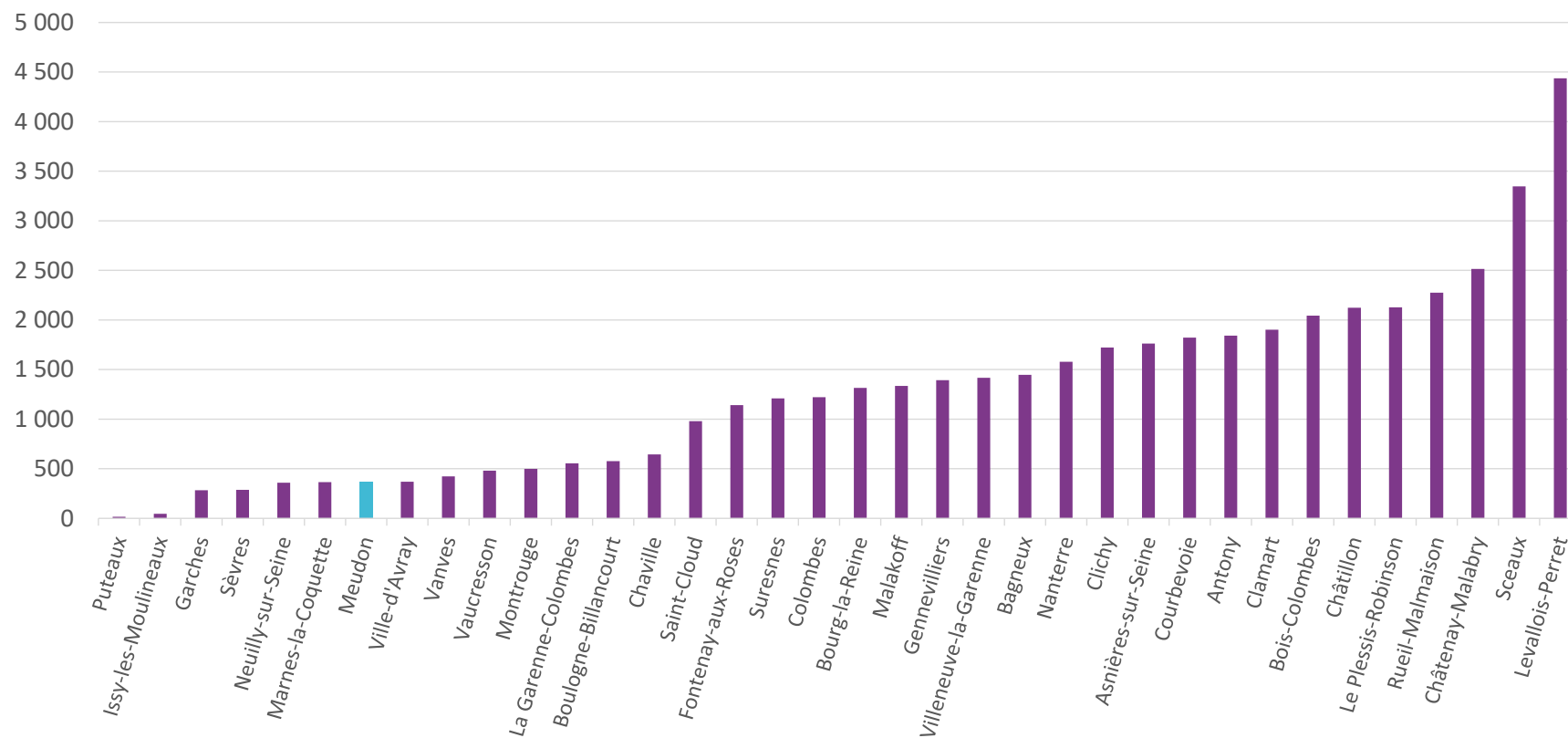
Répartition de l'encours par budget au 1/1/2022



Budget	Capital restant du au 1/1/22
CAC	55 687
PDD	98 272
Principal	13 926 476
Total général	14 080 435

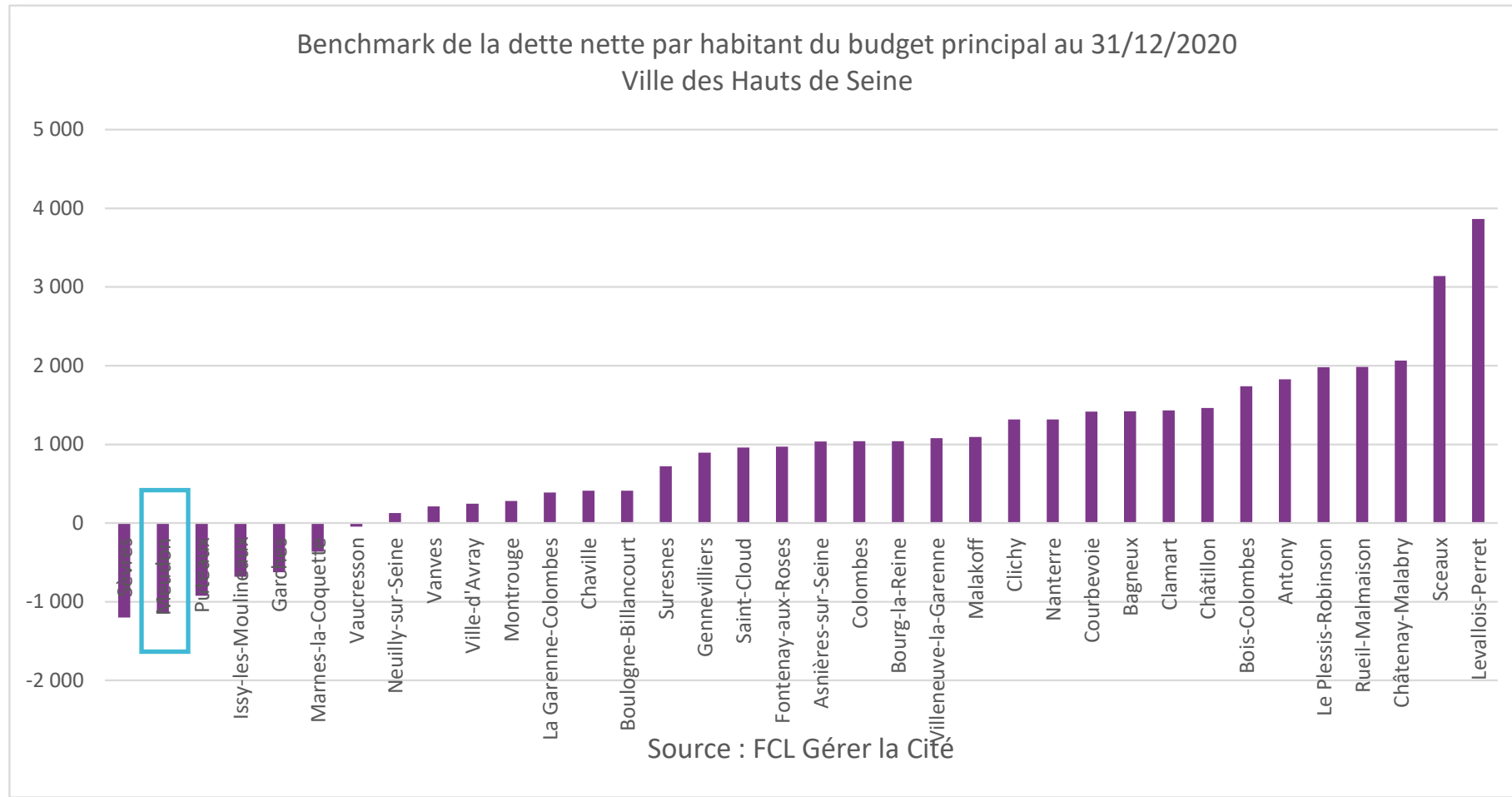
- L'encours de dette consolidé se concentre sur le budget principal avec 99% de la dette.
- L'encours consolidé résiduel s'élève à 14,1M€ dont 13,9M€ pour le budget principal.

Benchmark du volume de la dette par habitant du budget principal au 31/12/2020
Ville des Hauts de Seine



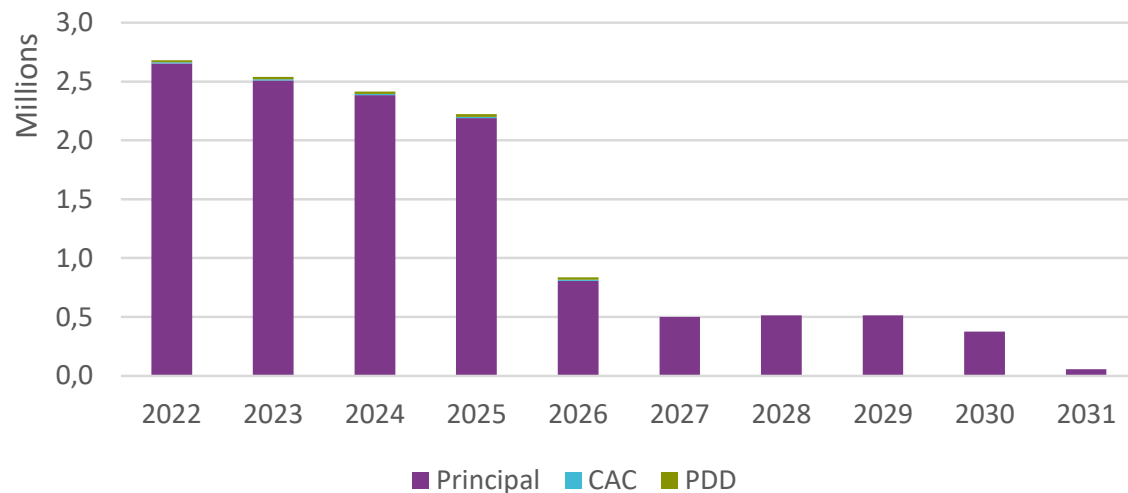
Source : FCL Gérer la Cité - DGFIP

- La dette par habitant de la commune en 2020 (367€) est parmi les plus faibles du Département. Cette situation n'intègre pas la spécificité de la ville liée au volume de sa trésorerie.

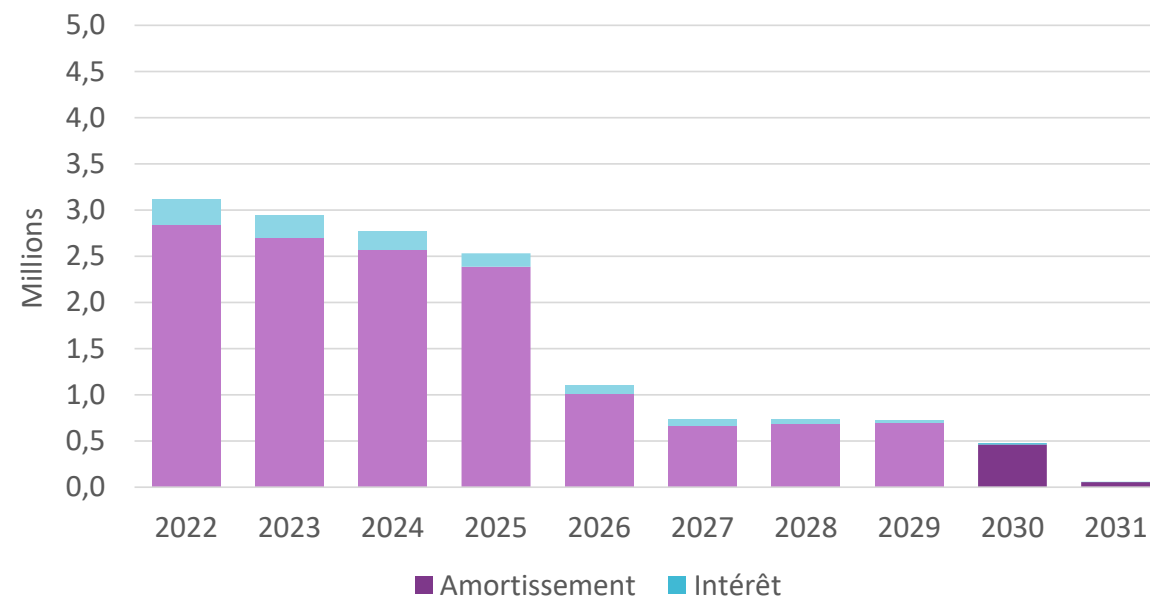


- En retraitant le volume de la dette par le volume des dépôts au trésor, la ville dispose de la dette nette par habitant la plus faible du Département après la ville de Sèvres.

Amortissement de la dette au 1/1/2022 par budget



Annuités consolidées générées par l'encours de dette au 1er janvier 2022

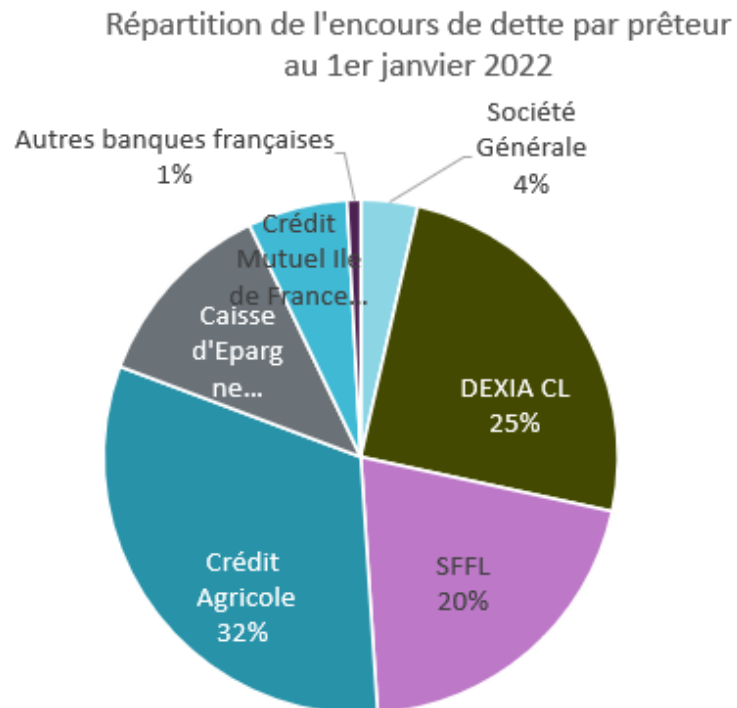


- L'annuité de la dette pèse 3M€ en 2022. Un volume important de prêt s'éteint en 2025, laissant une annuité de 1M€. La durée de vie moyenne de l'encours est très courte : 3 ans.

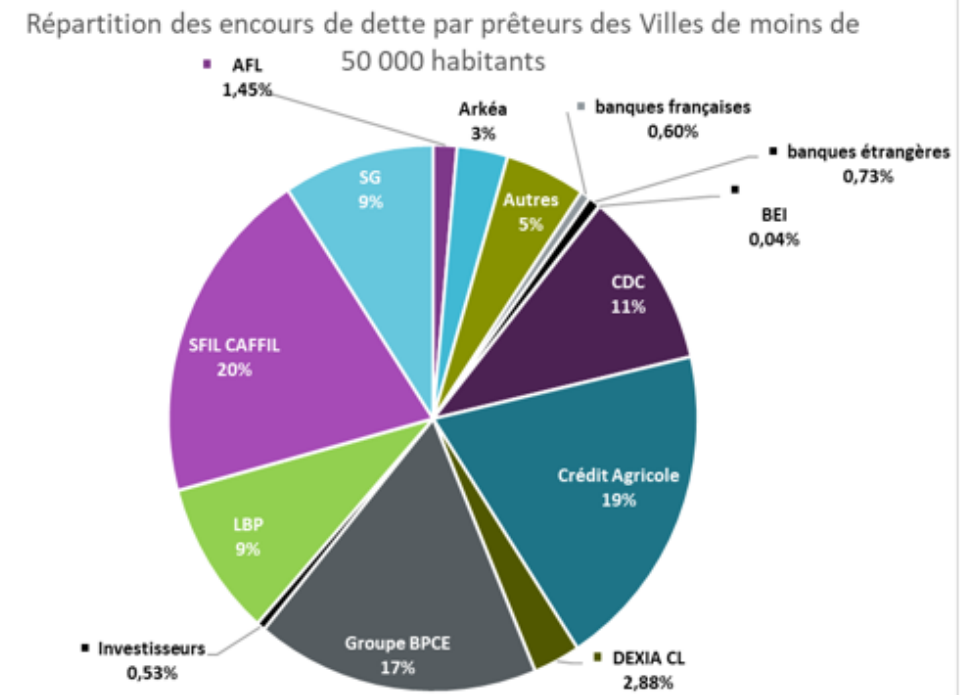
UN ENCOURS DE DETTE BIEN DIVERSIFIÉ ET UNE PART OBLIGATAIRE CROISSANTE PERMETTANT DE LIMITER DE REPRÉSENTATIVITÉ DES PRÊTEURS BANCAIRES

02.

Ville de Meudon (01012022)



Ville de moins de 50K hab (01012021)



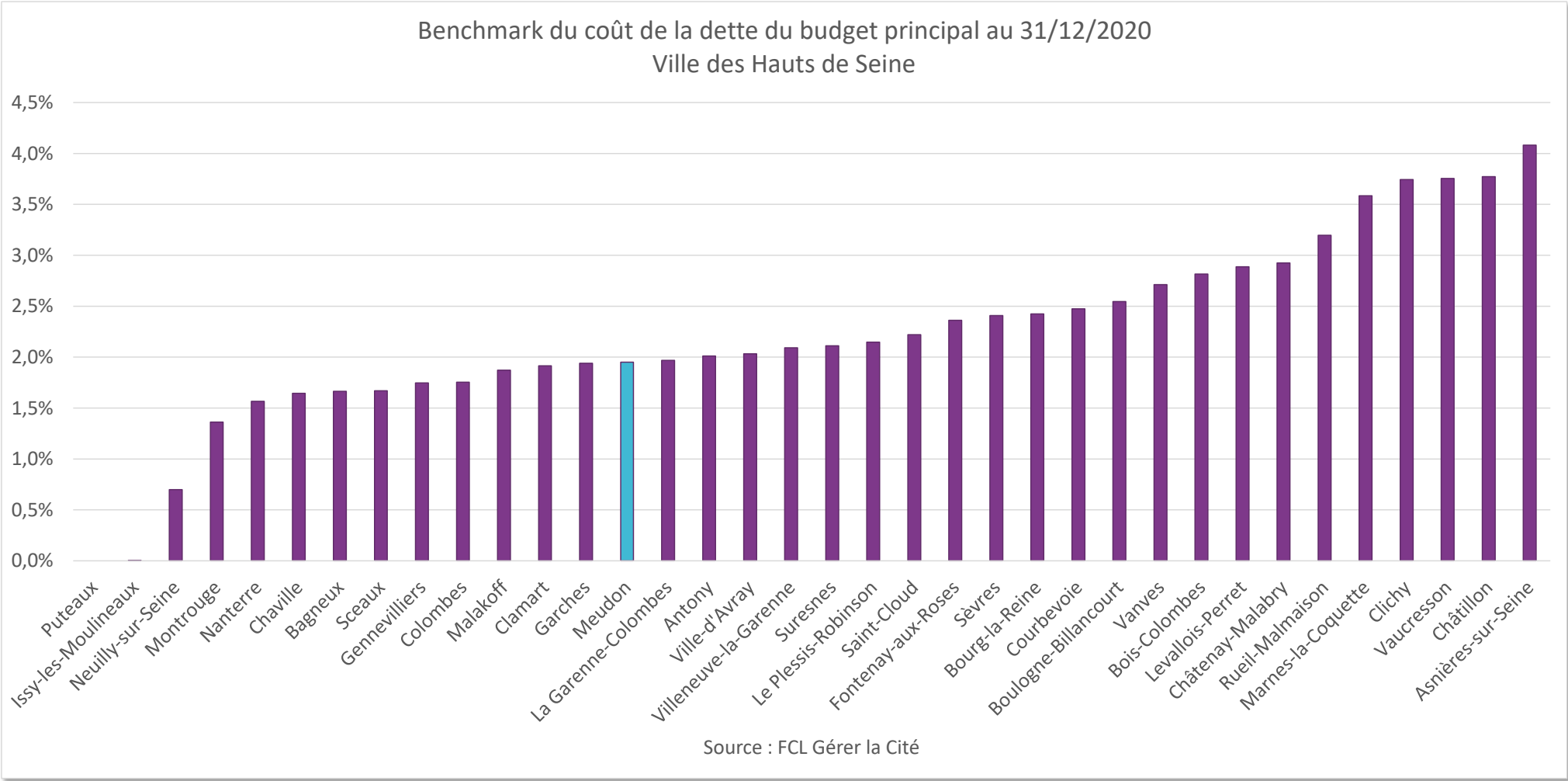
	CRD au 1/1	Part du CRD	Cout Moyen
fixe	7 433 771	53,4%	3,3%
taux fixe DR	7 433 771	53,4%	3,3%
variable	6 492 705	46,6%	0,5%
EURIBOR12M	4 307 491	30,9%	0,4%
EURIBOR3M	1 740 922	12,5%	0,8%
TAG3M	444 293	3,2%	0,3%
Total général	13 926 476	100,0%	2,0%

2,00 %

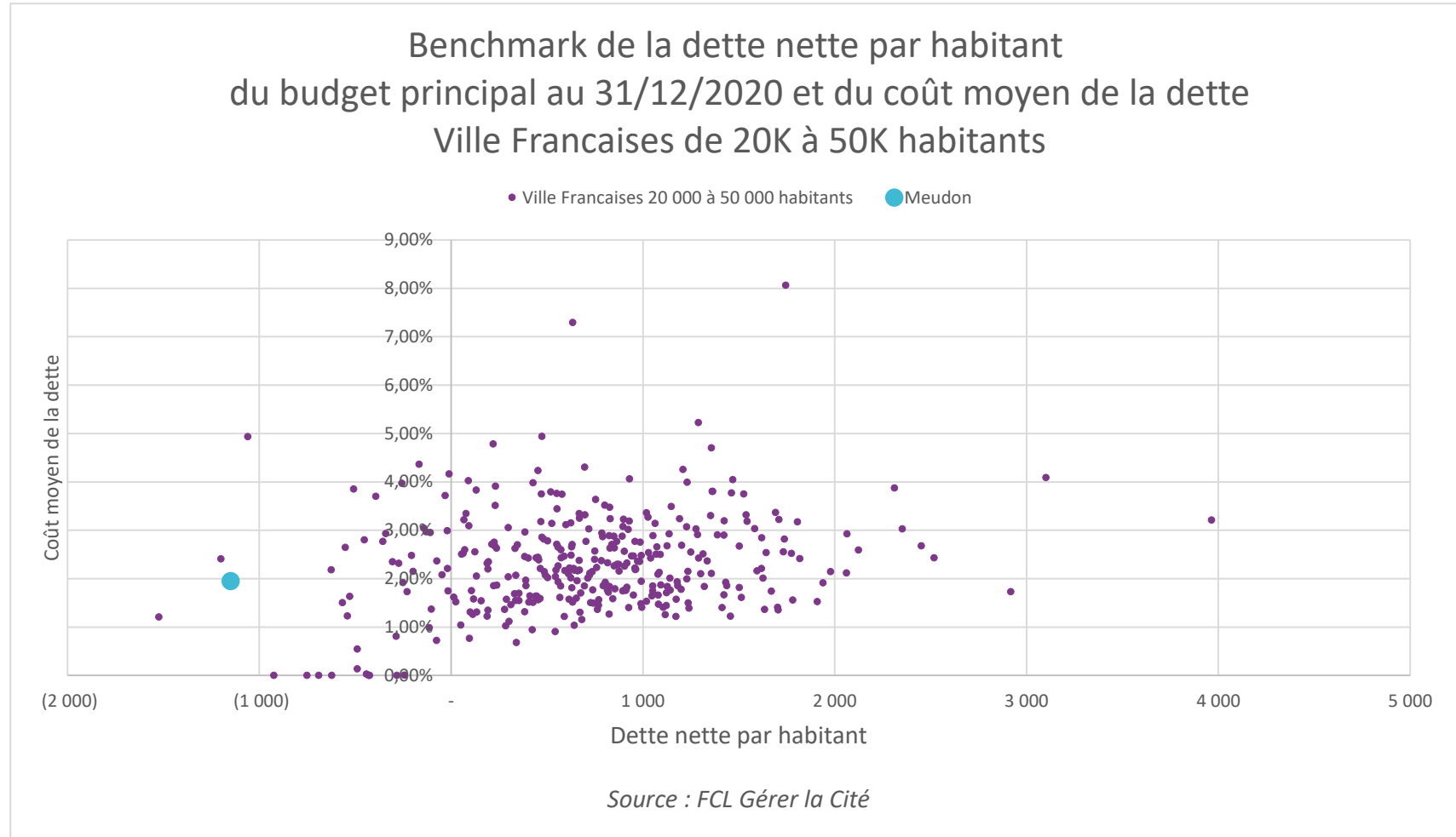
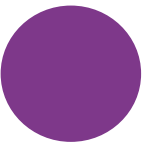
- Le coût moyen projeté de la ville. Il est performant malgré un socle de prêts à taux fixe anciens qui ressortent dégradés comparativement au marché actuel.
- La performance du coût moyen s'explique par le volume de 47% de prêt à taux variable donc le coût moyen est de 0,50%.

53 %

- La part à taux fixe de l'encours de dette de la ville, ce qui apporte de la visibilité sur le niveau des charges financières.
- La part variable permet d'apporter de la souplesse dans le pilotage de l'encours.



- Le coût de la dette de la commune est parmi les plus performants du Département.

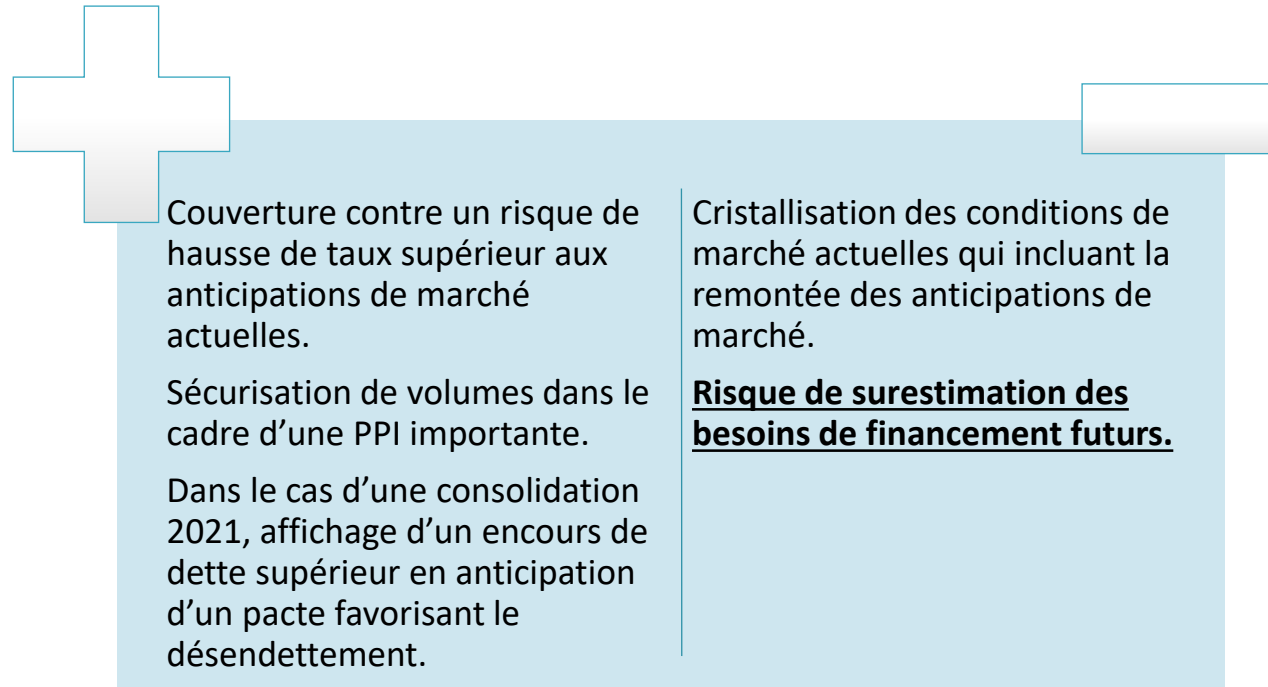


- Un encours qui ne pèse pas sur les habitants avec une dette nette négative,
- Un coût de la dette performant.

Dans un contexte d'amorce de remontée des taux d'intérêt, les collectivités s'interrogent sur l'opportunité de préfinancer leur PPI.

Deux options :

- Recours à des emprunts bancaires présentant une phase de mobilisation longue : 2022/2023
- Recours à des emprunts bancaires consolidables en 2022 et gonflement du fonds de roulement.



Dans le contexte actuel, la visibilité est beaucoup trop faible et la trésorerie trop importante pour envisager de sécuriser dès maintenant les besoins d'emprunts futurs.

Les emprunts à taux variable de la ville sont plus performant que le marché

La ville dispose de prêt à taux variable sans plancher à 0% sur l'index. Ce type de prêt n'existe plus sur le marché. Il serait donc dommage de s'en séparer.

Toutefois, si la ville veut afficher un désendettement plus rapide que l'extinction contractuelle de l'encours; c'est sur ces emprunts qu'il est préférable de travailler.

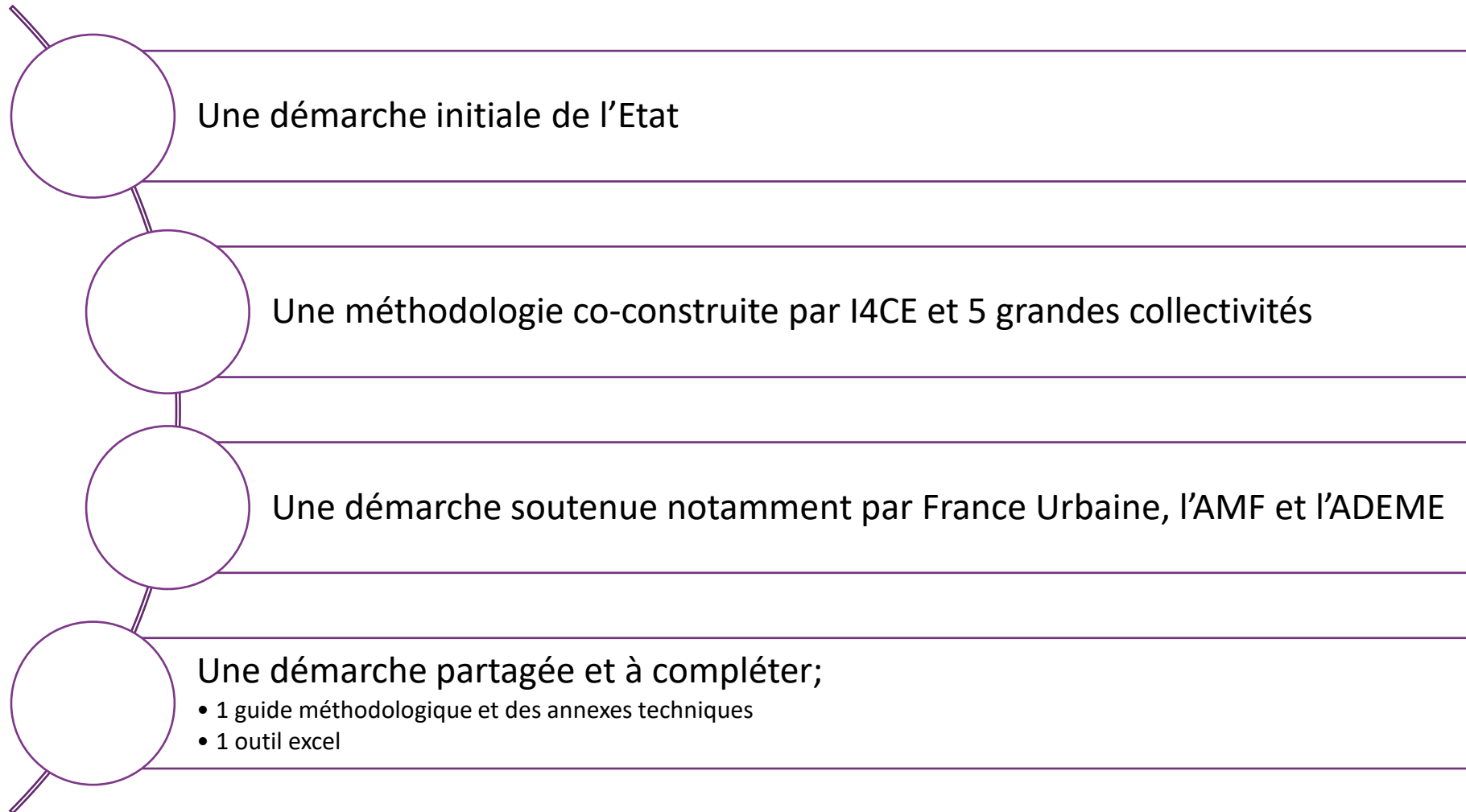
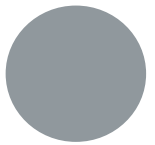
La ville devra également évaluer l'opportunité de réaliser un désendettement avant l'introduction possible en 2022 de nouveaux contrats de Cahors version 2.

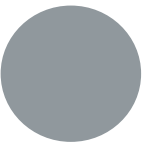
Le remboursement anticipé des prêts à taux fixe coûte plus cher que de les conserver.

Le remboursement éventuel des contrats de prêt à taux fixe nécessite le paiement d'une indemnité actuarielle. Le coût de cette indemnité est supérieur aux intérêts restants à payer sur l'emprunt.

PRESENTATION CLIMATIQUE DU BUDGET







Les objectifs de la méthode.

Identifier et comprendre
quelles sont les dépenses
bénéfiques pour le climat,
et celles avec un effet
négatif

Evaluer la cohérence
des dépenses avec les
objectifs climatiques

**Analyser les marges de
manœuvre** pour réorienter les
dépenses selon un prisme
climat

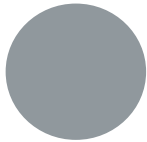
Suivre l'évolution d'exercice
en exercice

**Mettre en valeur les
actions** qui contribuent à
la transition

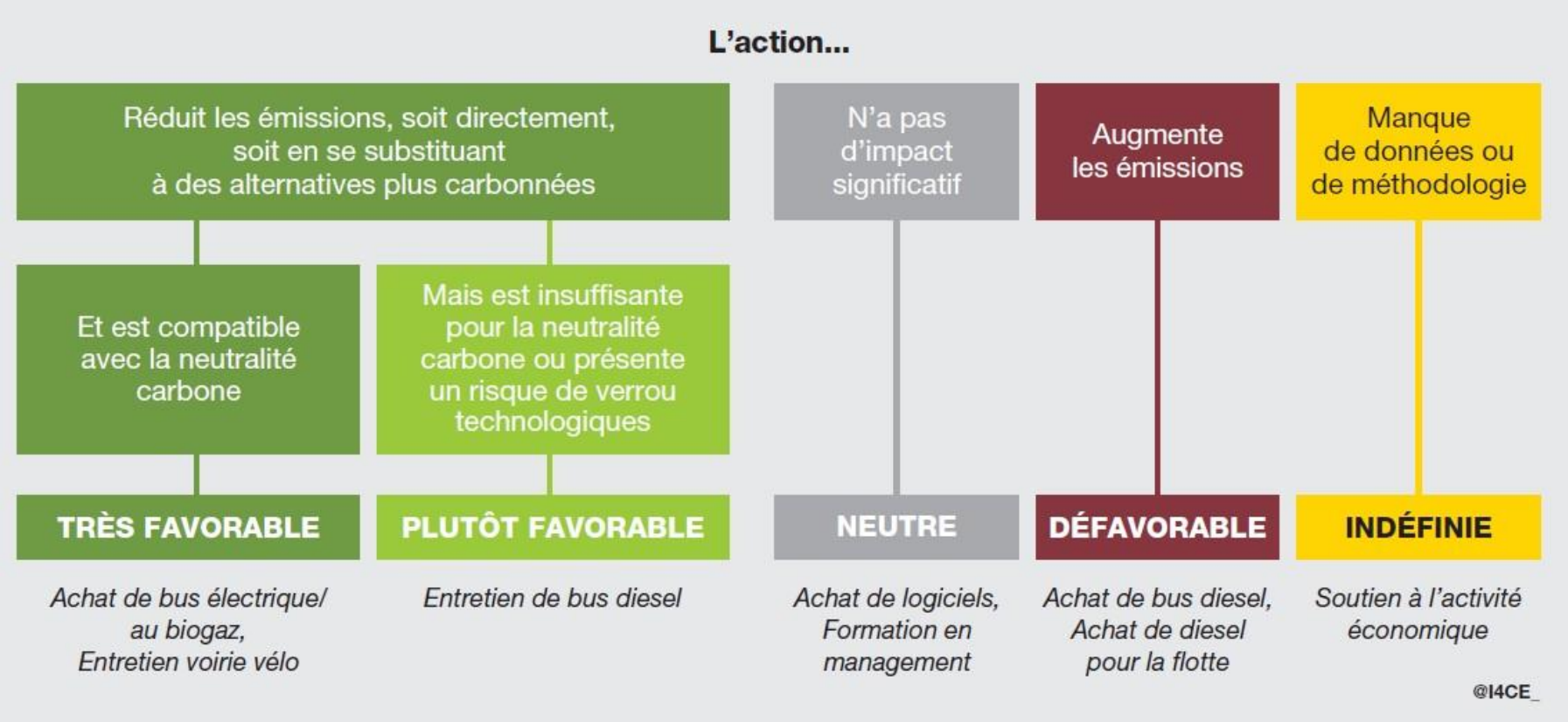
**Répondre à la demande
de transparence** exprimée
par les citoyen.ne.s

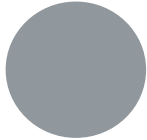
Les limites de la méthode.

- Les efforts de sobriété ne sont pas valorisés dans la démarche (ex: énergétique),
- La représentation ne saurait représenter l'ensemble des efforts réalisés par la collectivité et le territoire, elle pourra être complétée par des outils complémentaires (Bilan carbone, PCAET, rapport développement durable),
- La complexité de la comparaison entre collectivités/territoires,
- Les antagonismes éventuels avec d'autres priorités :
 - Environnementales : la biodiversité,
 - Des besoins urgents d'un territoire : aménagement, développement économique.

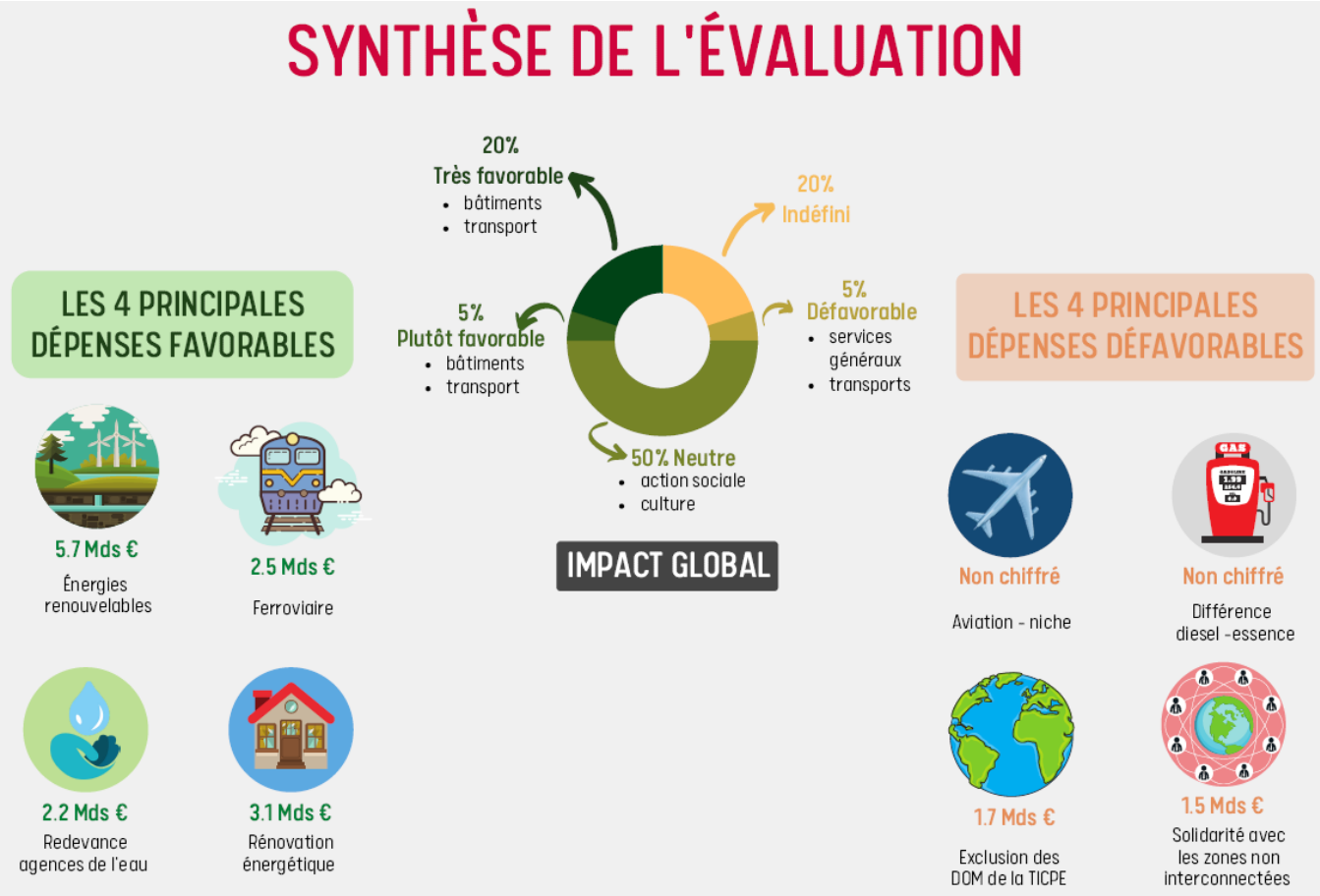


Le classement des dépenses en 5 catégories





Exemple de présentation





Stratégie de gestion de dette

Enjeux de la budgétisation climatique



10 novembre 2021

Etienne FAVRE
Tél. 06 63 23 41 79
Mail : efavre@fcl.fr

